Journée internationale de la femme au Mtfp P.4

Adidjatou Mathys perpétue la tradition

La Guérite

2.000 F

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité "La Guérite N°1101 du lundi 31 Mars 2025
Autorisation N°1048/MISP/DC/SG/DAI/SCC DU 06 Mai 2008 11ième année. Tél.: (00229) 97-26-26-71

Informer plus et autrement

Depuis le vote de la loi sur la chefferie traditionnelle au Bénin P.11

Ça ne cesse de défiler chez Vlavonou

Jif 2025 en différé à Avrankou P.9

L'Up le Renouveau outille et honore les femmes

(Augustin Ahouanvoèbla, l'efficacité dans la discrétion)

Présidentielle du 12 avril au Gabon P.3

Oligui Nguéma lance sa campagne sous le signe de la « renaissance collective »

- *Près de 100.000 personnes étaient présentes*
- *Les gros chantiers prioritaires du bâtisseur en chef dévoilés*

Jif 2025 à Hêvié dans l'Atlantique P.5

Nathanaël Sokpoékpé réitère son engagement pour l'autonomisation des femmes

(Patrice Hounsou Guèdè et d'autres leaders du Br en soutien au député)

LA GUERITE

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité"

Informer plus et autrement

Directeur Général

Jean Eudes DAKIN
Tél/WhatsApp : 97819137

Directeur de Publication

Chamss-Deen BADAROU
Tél/WhatsApp : 00229 97262671

Rédaction
Latifath KOWENOU

Faosiya SEFOU
Amanda E. DACKEY
Leobar ADJAÏ
Mathieu K. BOKO
Jacques BOCO

Secrétaire de rédaction par intérim

Anselme ORICHA

Graphiste
S - Design

Présidentielle du 12 avril au Gabon

Oligui lance sa campagne sous le signe de la « Renaissance collective »

- ***Près de 100.000 personnes étaient présentes***
- ***Ses gros chantiers prioritaires dévoilés***

Anselme ORICHA

Le samedi 29 mars 2025, Brice Clotaire Oligui Nguema a officiellement lancé sa campagne pour l'élection présidentielle prévue le 12 avril au Gabon. Le meeting du président de la Transition s'est tenu au stade de l'Amitié d'Angondjé à Libreville, en présence de son épouse et de son équipe de campagne.

Au Gabon, comme prévu par l'instance en charge de l'organisation des élections, l'ouverture officielle de la campagne électorale a bien eu lieu, samedi 29 mars. Et c'est dans une ambiance festive et chaleureuse que le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema a prononcé son discours de cohésion, appelant à une « renaissance collective » pour le pays.

Le meeting, qui a attiré environ 100 000 personnes selon les organisateurs, a été un succès en termes de mobilisation. Le candidat des Bâtisseurs a su capter l'attention de son public, promettant un avenir prospère et inclusif pour le Gabon. Devant ses partisans enthousiastes, Oligui Nguema, un des huit candidats en lice, a insisté sur l'importance de l'unité nationale et souligné que ce rassemblement symbolise le début d'un changement profond pour le pays.

Poursuivant son périple électoral, Oligui Nguema s'est rendu ce dimanche 30 mars 2025 dans la province du Moyen-Ogooué, où il espère convaincre les Gabonais de cette région de le soutenir lors du scrutin du 12 avril. Il s'agira pour lui de renforcer son réseau de partisans et de montrer que sa vision est partagée par l'ensemble du pays.

Les gros chantiers prioritaires du Bâtisseur en chef

Lors de son discours à Libreville, le président-candidat a fait allusion aux 19 mois de transition qu'il a conduits, durant lesquels il a mené plusieurs réformes structurantes. « Ce projet de société, bâtissant un édifice nouveau, inclusif et durable, se propose de transformer en profondeur notre pays », a-t-il déclaré. Son programme s'appuie sur des objectifs clairs : une souveraineté industrielle retrouvée, une rénovation urbaine ambitieuse, et la création d'opportunités pour la jeunesse gabonaise. Pour certains Gabonais dans la foule, le président candidat est «l'homme de la situation». D'autres, s'appuyant sur son bilan, ces 19 derniers mois de la Transition, évoquent même déjà une « victoire historique » pour le candidat Oligui.

Ainsi, la campagne électorale est désormais lancée, et le président Oligui Nguema semble bien décidé à mener une bataille acharnée pour conquérir les suffrages des Gabonais le 12 avril 2025.

Célébration en différé de la Journée Internationale de la Femme

Adidjatou MATHYS perpétue la tradition avec les amazones du ministère

(L'autonomisation de la femme béninoise célébrée)

Latifath KOWENOU

L'édition 2025 de la Journée Internationale de la Femme a été célébrée ce vendredi 28 mars 2025 au ministère du Travail et de la Fonction Publique par la ministre Adidjatou MATHYS et ses collaboratrices, avec le soutien des hommes du ministère. Célébrée sous la thématique : «Femmes face aux défis de l'autonomisation au Bénin», en présence de la ministre conseillère Mariam DJAOUGA SACCA, des réflexions ont été menées pour mieux appréhender les enjeux de l'autonomisation des femmes.

C'est une tradition qui perdure au sein du ministère sous le leadership de la ministre Adidjatou Mathys, qui œuvre sans relâche pour la promotion des femmes à travers diverses initiatives. Grâce à l'organisation des syndicats du ministère et à l'Amicale des femmes, les fonctionnaires féminines jouissent pleinement de leurs droits et de l'égalité. Cependant, elles doivent encore contribuer davantage à leur autonomisation.

L'édition 2025 de la Journée Internationale de la Femme (JIF) au ministère du Travail et de la Fonction Publique a donc été axée sur le thème : «Les femmes face aux défis de l'autonomisation au Bénin». Après avoir salué le leadership de la ministre Adidjatou Mathys dans la promotion des droits des femmes à la tête du ministère, Mariam DJAOUGA SACCA, conseillère aux Affaires sociales et au Travail, qui célèbre pour la première fois la JIF aux côtés des femmes de ce département ministériel, a invité ces dernières à s'engager activement dans les actions visant à autonomiser la femme.

La ministre Adidjatou Mathys, pour sa part, a rappelé les actions menées par le chef de l'État en faveur de l'autonomisation de la femme : «Le code électoral a permis d'améliorer la représentativité des femmes à la 9□□□ législature de l'Assemblée nationale du Bénin, avec 29 femmes députées. Aujourd'hui, le Bénin a une femme comme Vice-Présidente de la République. Des allocations de 30 000 F CFA par mois, pendant trois (3) ans, sont attribuées aux filles issues de familles vulnérables afin de lutter contre la non-scolarisation et la déscolarisation des jeunes filles, qui abandonnent parfois l'école faute de moyens.»

Elle a ensuite mis en lumière les initiatives entreprises par son département ministériel pour garantir l'autonomisation des femmes : «Notre ministère s'est engagé à faire ratifier la convention 189 sur le travail domestique, visant à améliorer les conditions de travail des travailleuses et travailleurs domestiques. Nous avons également soutenu, en interne, des initiatives visant à renforcer le leadership féminin et à promouvoir l'entrepreneuriat au sein de notre personnel féminin.»

Elle a profité de cette occasion pour rendre hommage à la gent féminine en général, et à celle du ministère en particulier : «Je tiens à rendre un vibrant hommage à toutes celles et ceux qui, à travers leurs combats et sacrifices, ont tracé la voie pour les générations futures. Je voudrais aussi féliciter toutes les femmes, particulièrement celles de mon ministère, qui, chaque jour, font face à des défis et ne cessent de lutter avec courage et détermination pour leur affirmation et leur visibilité.»

Par ailleurs, elle a adressé ses félicitations aux femmes agents du ministère admises à la retraite, en reconnaissance des années de service qu'elles ont consacrées à l'accomplissement de leur mission.

La célébration a été riche en échanges et marquée par une ambiance conviviale, avec notamment la restitution d'une formation sur la prise de parole en public. L'événement s'est également distingué par la remise de cadeaux aux femmes admises à la retraite.

Les rideaux de l'édition 2025 de la Journée Internationale des Droits de la Femme sont tombés sous de bons auspices, avec un engagement renouvelé des femmes à assurer davantage leur autonomie et à saisir les opportunités mises en place par le gouvernement pour garantir leur épanouissement.

Jif 2025 à Hêvié dans l'Atlantique

Nathanaël Sokpoékpé réitère son engagement pour l'autonomisation des femmes

(Patrice Hounsou Guèdè et d'autres leaders du Br en soutien au député)

Anselme ORICHA

« Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation», c'est autour de ce thème que les femmes de Hêvié ont célébré, en différé, la Journée internationale des droits des femmes, édition 2025, le samedi 29 mars 2025. Fervent défenseur des droits des femmes, le jeune leader politique, l'honorable Nathanaël Sokpoékpé du Bloc Républicain, n'a pas marchandé son soutien à ces femmes. Cette célébration, qui s'est tenue au domicile du député, a rassemblé les leaders politiques du Bloc Républicain de la 6□ circonscription électorale.

Le 8 mars dernier, comme tous les ans depuis 1977, année de son officialisation par l'ONU, le monde a célébré la Journée internationale des droits des femmes. Pour ne pas rester en marge de cette commémoration, les femmes de Hêvié, réunies autour d'un comité, ont célébré en différé, le samedi 29 mars 2025, la journée dédiée à leurs droits. Cette commémoration, festive mais également propice à la réflexion sur l'évolution de leurs droits, a bénéficié du soutien indéfectible du député Nathanaël Sokpoékpé, du parti du cheval blanc cabré dirigé par le ministre d'État Abdoulaye Bio Tchané.

«En tant qu'élu, je ne pouvais pas rester en marge de cette activité si noble, si grandiose», a-t-il déclaré pour justifier son soutien à ces femmes. Au-delà de mettre sa résidence à disposition pour abriter la manifestation, le député, avec le soutien des autres leaders du parti BR de la 6□ circonscription électorale, a marqué cette célébration d'un cachet spécial qui honore et place les femmes au cœur des réflexions. «Nous sommes encore au mois de mars, et nous avons décidé d'honorer nos femmes avant qu'il ne se termine», a martelé Corneille Atindehou, membre du Bloc Républicain.

Pour Eugène Dossoumou, également membre du parti dans la 6□ circonscription électorale, «c'est une occasion de réfléchir sur la place de la femme dans les organes décisionnels de notre pays». Il a profité de la circonstance pour rappeler que «le président Patrice Talon leur a accordé une belle place, notamment en ce qui concerne leur participation à l'Assemblée nationale et au vote des lois, et qu'il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin». Pour étayer ses propos, il a ajouté que «des réflexions sont en cours pour voir comment faire en sorte que les femmes occupent également les directions», notamment «la gouvernance de nos collectivités locales, et ce, en majorité».

Également présent à cette journée de mise en valeur des femmes de Hêvié, Patrice Hounsou Guèdè a salué les efforts consentis par ses pairs, notamment Corneille Atindehou et l'honorable Nathanaël Sokpoékpé, pour le bien-être et l'épanouissement des femmes. C'est d'ailleurs, selon lui, le rôle d'un parti politique, car «quand on parle de parti, c'est l'amour que nous devons nous donner pour rester ensemble, avoir les mêmes idéaux et avoir envie de conquérir le pouvoir». Et en parlant de conquête du pouvoir, «le Bloc Républicain est bien installé à Hêvié», a déclaré Léon Honvou. «Hêvié est pour le BR, nous le gardons jalousement, c'est notre bébé», a-t-il martelé.

Dans la perspective de conserver Hêvié pour son parti, l'honorable Nathanaël Sokpoékpé a lancé un appel poignant à l'engagement et à l'espoir des femmes. «Je voudrais inviter les femmes béninoises à se réjouir, parce que l'heure de leur gloire a sonné : au plan institutionnel, au plan social, sur tous les plans», a-t-il insisté. À l'en croire, des efforts sont consentis par le gouvernement du président Patrice Talon en leur faveur, à travers de nombreux grands projets sur l'ensemble du territoire national. Selon lui, cela témoigne d'un grand changement dans le quotidien des femmes béninoises. Par le passé, «les femmes étaient méprisées, mais depuis 2016, elles sont priorisées, sécurisées et célébrées», a affirmé le jeune leader politique de la 6□ circonscription électorale.

C'est pourquoi il les a appelées à être «en confiance et en communion d'esprit» avec eux, leurs fils et leurs époux. Pour conclure, Nathanaël Sokpoékpé a invité les femmes à «prier quotidiennement pour une santé durable pour notre président de la République, Patrice Talon, pour notre République et pour le maintien de la souveraineté de l'État».

À travers cette célébration en différé de la Journée internationale des femmes, le député Nathanaël Sokpoékpé a une fois de plus démontré son amour et son engagement pour l'épanouissement et la promotion des femmes.

Contrôle budgétaire et gestion des finances publiques

Des députés et autres hauts cadres béninois à l'école de la France

Cell.com / AN

Une délégation de députés béninois, conduite par l'honorable Gérard GBÉNONCHI, président de la Commission des Finances et des Échanges de l'Assemblée nationale du Bénin, a effectué une mission d'étude en France du 24 au 28 mars 2025. Co-financée par la GIZ et l'Assemblée nationale du Bénin, cette visite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat visant à renforcer les capacités des acteurs béninois en matière de contrôle budgétaire et de gouvernance financière.

La délégation béninoise était composée d'un groupe représentatif de députés et de cadres du Parlement béninois, dont les honorables Natacha KPOCHAN, Nestor NOUTAÏ, Réginal KOUMANGBEAFIDE, Mounifath KARIM TIDJANI et Issiaka AROUNA. La Cour des comptes du Bénin était également représentée, avec à sa tête sa présidente, la magistrate Ismath BIO TCHANE-MAMADOU, accompagnée de plusieurs hauts responsables, dont le Procureur général Joël ZODJIHOUÉ, le Président de la chambre État, Roch DAVID-GNAHOUI, la Présidente de la chambre des collectivités locales, Michelle ADOSSOU et le secrétaire général Serge BATONON.

Durant cinq jours, les députés béninois ont exploré divers aspects du contrôle budgétaire et de la gestion des finances publiques à travers des rencontres avec des personnalités de haut niveau. La mission a débuté à la Cour des comptes française avec des présentations sur son rôle dans l'évaluation des politiques publiques et le suivi rigoureux des dépenses de l'État. Les délégués ont également découvert les plateformes de signalement citoyen et les mécanismes d'interaction entre cette institution et le Parlement.

La délégation a ensuite été reçue à l'Assemblée nationale française, où elle a participé à une session de travail avec la Commission des Finances. Les députés ont échangé sur les méthodes de contrôle du budget de l'État, les outils d'évaluation des dépenses publiques et l'importance du rôle des parlementaires dans la gestion des fonds publics.

Au Sénat, la délégation a approfondi ses connaissances sur le fonctionnement de la chambre haute et sur les aux

dits financiers des collectivités territoriales. Par ailleurs, au cours du séjour, les députés béninois ont assisté à deux séances plénières consacrées aux questions au gouvernement : l'une à l'Assemblée nationale et l'autre au Sénat. Ces différentes expériences ont enrichi leur compréhension des mécanismes parlementaires et du contrôle de l'action gouvernementale en France.

Ces différents échanges ont été complétés par des discussions avec des chercheurs et des responsables du ministère de l'Économie et des Finances français.

Une mission saluée par les participants

Au terme de cette immersion, les députés béninois ont exprimé toute leur satisfaction. Pour l'honorable Natacha KPOCHAN, coordinatrice du groupe d'amitié Bénin-France, cette mission marque le début d'une série d'activités visant à renforcer l'axe de coopération entre Porto-Novo et Paris. De leur côté, les honorables Réginal KOUMANGBEAFIDE et Issiaka AROUNA, respectivement rapporteur et secrétaire de la Commission des Finances, ont souligné les enseignements tirés de cette expérience et leur volonté de mettre en application les meilleures pratiques observées.

Le président de la Commission des Finances, l'honorable Gérard GBENONCHI a, quant à lui, relevé que cette mission a mis en lumière les avancées du Bénin en matière de gestion et de contrôle des finances publiques, tout en identifiant des axes d'amélioration. Il n'est pas exclu que des recommandations soient formulées tant à l'attention

SUITE A LA PAGE 6

du Président de l'Assemblée nationale que du gouvernement afin d'affiner les pratiques en vigueur au Bénin.

Une coopération dynamique pour un Parlement plus performant

En consolidant ses liens avec les institutions parlementaires françaises, l'Assemblée nationale du Bénin renforce son engagement en faveur d'une gouvernance plus efficace et transparente. Cette mission d'étude constitue une étape clé dans la modernisation du Parlement béninois, avec pour ambition de faire du contrôle budgétaire un levier essentiel du développement national.

Rencontre avec l'ambassadrice du Bénin en France

À l'issue de leur mission, les députés béninois ont été reçus par Son Excellence l'ambassadrice du Bénin en France. Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur les enseignements tirés de leur séjour et de partager leurs impressions sur les échanges avec les institutions françaises. Les discussions ont également porté sur des questions liées à la diplomatie béninoise en France, notamment les opportunités de coopération entre les deux pays et les perspectives d'accompagnement des initiatives parlementaires béninoises sur le sol français. Cet entretien a permis de renforcer la synergie entre la représentation diplomatique et les élus du peuple, dans une dynamique de consolidation des relations bilatérales entre le Bénin et la France.

ALBUM PHOTOS

Opinion

de Edmond AYINDE

L'Ecoute....!

L'écoute, c'est la capacité à percevoir ce qui ne se dit pas toujours clairement. Quand tu écoutes sans interrompre, sans penser à ta réponse pendant que l'autre parle, tu captes des choses qui t'auraient échappé . Lorsque tu développes une écoute attentive, tu comprends les réelles intentions derrière les mots. Ceux qui savent écouter ne sont pas ceux qui crient ni ceux qui imposent leur autorité par la force ou un pouvoir éphémère. Ce sont ceux qui inspirent le respect par leur capacité à absorber, analyser et comprendre.

Dans une conversation, celui qui écoute réellement contrôle l'échange. Il ne vient pas avec des idées préconçues pour écraser l'autre, mais avec la patience de comprendre. En écoutant, tu recueilles des informations précieuses, tu détectes les failles, tu décèles les intentions cachées et, surtout, tu inspires confiance.

L'écoute ouvre des portes que l'orgueil ferme à jamais.

Jeunesse Africaine !!

Ecoutons ! Apprenons à écouter avant de parler. Trop souvent, nous voulons nous exprimer sans même avoir pris le temps de comprendre. L'écoute est une arme plus puissante que la parole précipitée. Ecoutons, et nous verrons que, bien souvent, le temps de répondre viendra de lui-même.

Et même si nous restons silencieux, on finira par nous dire : « Dites quelque chose. » A ce moment-là, nous aurons gagné du temps pour réfléchir, et notre réponse sera plus juste, plus percutante.

Citations Inspirantes:

1-La plupart des gens n'écoutent pas avec l'intention de comprendre ; ils écoutent avec l'intention de répondre.

(_Stephen R. Covey_)

2- Parler est un besoin, écouter est un art.
(_Goethe_)

Une réflexion de 4h du matin

Bonne méditation

Lutte contre la corruption au Bénin

Le Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption était au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique

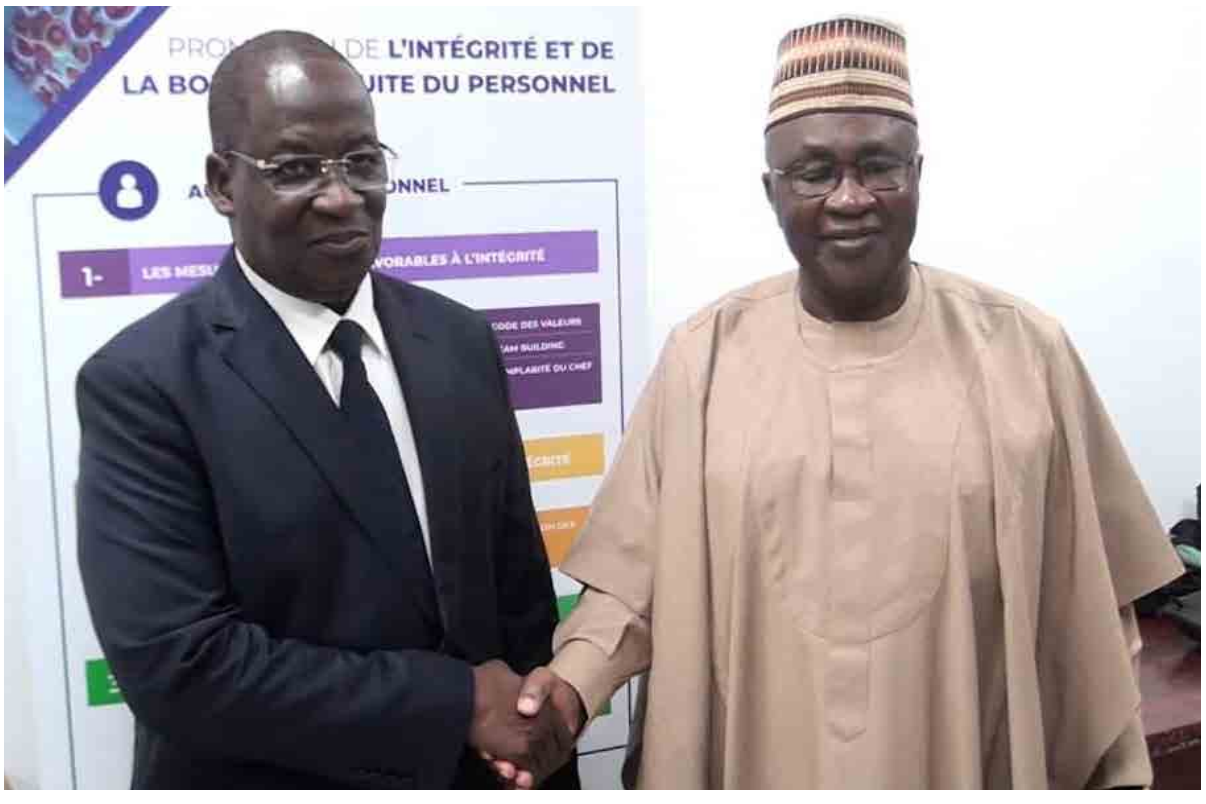
Amanda E. DACKEY

Une délégation du Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption (HCPC) s'est rendue, ce jeudi 27 mars 2025, dans les locaux du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Cette visite visait à renforcer la transparence, à sensibiliser les agents à la culture de l'intégrité au sein de cette institution publique et, à travers l'éthique et la probité, à encourager les agents de la Police républicaine à faire preuve de professionnalisme afin d'assurer la sécurité des citoyens.

Rencontrer l'autorité ministérielle et ses collaborateurs afin d'échanger, d'une part, sur les résultats obtenus par la Police républicaine depuis l'avènement du régime du président Patrice Talon, au regard des différentes réformes mises en place, et envisager, d'autre part, des stratégies d'amélioration de ces résultats : tel était l'objectif de cette visite de la délégation du Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption, conduite par Jacques Migan, ce jeudi 27 mars 2025.

Pour Jacques Migan, Haut-Commissaire à la Prévention de la Corruption, il est essentiel de galvaniser les agents de la Police républicaine et de leur faire prendre conscience de l'importance de leur rôle dans la protection et la sécurité des citoyens.

Au cours de ces échanges, qui ont duré plus de deux heures, les deux parties ont convenu de la nécessité de relire les textes régissant la corporation de la Police républicaine, notamment en matière d'éthique et de déontologie. Une mission



assignée au Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption, qui s'y emploie depuis sa création, notamment par la mise en place de comités de relecture de textes dans les ministères visités.
«Nous ne procédons pas à la relecture des textes d'éthique et de déontologie parce qu'ils sont mauvais, mais parce que le monde évolue et qu'il nous faut nous réactualiser.» a déclaré le Haut-Commissaire. «Les textes de déontologie sont propres à chaque institution, et nous faisons ce travail dans toutes les institutions que nous visitons.» a-t-il ajouté.

Selon lui, le dernier classement de Transparency International témoigne des avancées du Bénin en matière de lutte contre la corruption.

La délégation du Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption est repartie satisfaite de cette séance de travail avec le ministre Alassane SEÏDOU et ses collaborateurs.

Journée internationale des droits de la femme

L'Up le Renouveau honore et outille les femmes des communes d'Akpro-Missérété et Avrankou

Amanda E. DACKEY

C'est autour du thème « Avrankou et Akpro-Missérété engagés et déterminés pour une meilleure autonomisation des femmes » et dans une ambiance festive et conviviale que les femmes du parti Union Progressiste le Renouveau (UP-R) des communes d'Avrankou et d'Akpro-Missérété ont célébré en différé, ce vendredi 28 mars 2025, la Journée Internationale des Droits de la Femme.

Les femmes de l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R) des communes d'Akpro-Missérété et d'Avrankou ont marqué cette journée par une grande mobilisation. Derrère cet événement d'envergure, la touche particulière d'une figure politique emblématique de la localité : le député à l'Assemblée nationale, Augustin AHOUANVOEBLA, dont le mutisme et le pragmatisme parlent plus que ses paroles. L'événement, qui a réuni plusieurs personnalités politiques, a mis en exergue le rôle essentiel que jouent les femmes dans le développement local. Organisée dans l'arrondissement d'Atchoukpa, cette célébration de la JIF en différé a été rehaussée par la présence de Louis Gbehounou Vlavonou, Président de l'Assemblée nationale, à qui ces militantes ont égrené leur chapelet de doléances, notamment en ce qui concerne l'inexistence d'un hôpital dans la zone des 3A ainsi que les difficultés liées à l'obtention de microcrédits.

Ces préoccupations ont été entendues par le premier parlementaire, qui a rassuré l'assistance quant à leur prise en compte.

La rencontre a été marquée par des communications enrichissantes autour du thème « Femme et Militantisme ». Elles ont été animées par Frédérique Sabitiou FASSASSI, spécialiste des questions de genre et d'inclusion, et par le Dr Solange ODJO, Directrice départementale de l'Ouémé des Affaires Sociales et de la Microfinance. Ce moment d'échanges et de partage, qui a mis en évidence les défis

liés à l'engagement politique des femmes et les moyens d'encourager leur participation active, a également permis aux femmes d'être mieux outillées.

C'est donc à juste titre que ces femmes, à travers leurs porte-paroles, ont remercié le chef de l'État qui, conformément à son Programme d'Action du Gouvernement (2016-2020 et 2021-2026), œuvre pour la promotion du genre et de l'égalité des sexes, à travers l'adoption depuis 2009 d'une politique nationale de genre.

De son côté, l'honorable députée Denise DEGBEDJI a exhorté les femmes à s'impliquer davantage dans la vie politique et républicaine du pays, tout en insistant sur le fait qu'elles doivent se faire remarquer par leurs actions et leurs contributions aux décisions politiques.

Cette grande mobilisation témoigne, une fois de plus, de l'engagement des femmes de l'Union Progressiste le Renouveau des communes d'Avrankou et d'Akpro-Missérété à relever les défis de leur autonomisation et à jouer un rôle déterminant dans la vie sociale, économique et politique de la nation.

Dégradation alarmante de la voie Sakété-Bonou-Adja-Ouèrè

Un appel urgent au Chef de l'État Patrice Talon

(Les populations crient au secours)

Faosiya SEFOU

La dégradation des infrastructures routières dans la commune de Sakété est un problème récurrent dans le Plateau, et la voie reliant les communes de Sakété, Bonou et Adja-Ouèrè en est un exemple frappant. Longue de 25 km, cette route en état de dégradation très avancée relie trois communes du Bénin, notamment Sakété, Bonou et Adja-Ouèrè, situées respectivement dans l'Ouémé et le Plateau. Cet axe essentiel pour le développement économique et social des trois communes se transforme peu à peu en un véritable parcours du combattant pour les usagers. Les nids-de-poule, les routes défoncées, les crevasses et la poussière rendent les déplacements difficiles, voire dangereux. Les transporteurs, les commerçants et les élèves qui empruntent cette route sont constamment exposés à des accidents et à divers incidents.

Pour le Chef de l'arrondissement de Tatonnonkon, dans la commune d'Adja-Ouèrè, la dégradation très avancée de cette voie empêche le bon fonctionnement du marché de la localité, surtout en saison des pluies. «C'est vraiment dur pour nous», se désole Noël Bonou.

À Igba, dans l'arrondissement d'Ita-Djèbou, commune de Sakété, à Agonhoui dans Atchonssa à Bonou, comme à Tatonnonkon dans Adja-Ouèrè, le constat est le même : un véritable désastre causé par l'état de cette voie. Les conséquences de cette dégradation sont multiples. Les produits agricoles peinent à atteindre les marchés, notamment celui de Tatonnonkon dans la commune d'Adja-Ouèrè, les transports scolaires sont perturbés et les patients ayant besoin de soins d'urgence rencontrent de grandes difficultés pour accéder aux établissements de santé. Ce manque d'infrastructures impacte non seulement la vie quotidienne des populations, mais aussi le développement économique de la région.

«C'est une voie capitale pour nous, puisqu'elle est très empruntée pour écouler nos produits agricoles au marché», confie le Chef du village d'Agonhoui dans Bonou. Abondant dans le même sens, le Chef du village d'Igba décrit en ces termes le calvaire vécu par les populations sur cette voie : «L'état de cette route entrave le développement de notre localité. Quand il pleut, la situation devient pire. C'est invivable.»

D'après ses propos, ils perdent leurs récoltes sur cette voie, surtout en saison des pluies. Ils enregistrent des accidents quotidiennement et, en période pluvieuse, ils sont tout simplement coupés du monde.

Face à cette situation désastreuse, les populations en détresse n'hésitent pas à pousser un cri de désespoir et à solliciter l'attention du Chef de l'État, Patrice Talon, afin que la réhabilitation de cette voie vitale soit une priorité dans les actions du gouvernement de la Rupture.

«Nous crions haut et fort afin que le Chef de l'État puisse nous faire aussi ce qu'il fait dans d'autres localités», exhorte une autorité communale. «Nous saluons notre président Patrice Talon pour ses efforts dans la construction des routes dans notre pays. Nous voudrions qu'un regard favorable soit porté sur notre voie», demande le Chef du village d'Igba.

«Nous soutenons toujours notre président Patrice Talon pour son engagement à transformer notre pays. Nous souhaitons la réhabilitation de cette voie pour le bonheur de tous», espère le Chef du village d'Agonhoui.

Les habitants de Sakété, Bonou et Adja-Ouèrè espèrent que leur appel sera entendu et que le gouvernement mettra en place un plan d'action concret pour réhabiliter cette route. La situation actuelle ne peut perdurer sans affecter gravement la qualité de vie des populations et le développement de la région.

Le temps est donc à l'action, et l'espoir d'une intervention rapide du Chef de l'État, Patrice Talon, est plus que jamais nécessaire. Les usagers de la route, les agriculteurs, les élèves et l'ensemble des communautés locales attendent avec impatience un engagement fort pour pouvoir enfin circuler en sécurité et en toute sérénité.

Depuis le vote de la loi sur la chefferie traditionnelle au Bénin

Ça ne cesse de défiler chez Vlavonou

Anselme ORICHA

Le président de l'Assemblée nationale, Louis Gbèhounou Vlavonou, a multiplié les audiences ces derniers jours avec plusieurs délégations de chefs traditionnels mécontents de leur exclusion dans la nouvelle loi régissant la chefferie au Bénin. Ces rencontres font suite à l'adoption, le 13 mars 2025, de la loi n° 2025-09 définissant le cadre juridique des royautés traditionnelles.

Porto-Novo : La cité aux trois histoires réclame sa place

Une délégation yoruba, conduite par le roi Kabiesi Oba Alajasè Onikoyi Abessan VI, a été reçue ce jeudi. Mamoudou Eyissê, porte-parole du groupe, a expliqué que Porto-Novo, « la cité aux trois noms », possède une histoire complexe marquée par des influences multiples. Selon lui, la désignation d'un seul représentant royal ne reflète pas cette diversité. « Nous sommes les premiers occupants de cette terre, et notre droit à l'existence doit être reconnu », a-t-il insisté. Le président Vlavonou a assuré avoir pris note de leurs revendications.

Parakou : Un royaume historique en quête de légitimité

Les représentants du royaume de Parakou, menés par le roi Akpaki Gobi Yinse, ont également exprimé leur désaccord. Baboni Alassane Baparapé, leur porte-parole, a salué l'initiative du gouvernement de revaloriser les chefferies traditionnelles, tout en déplorant le classement erroné de Parakou. « Notre royaume a une légitimité historique incontestable. Le réduire à une simple chefferie est une erreur », a-t-il déclaré. La délégation a demandé la reconnaissance de six chefs supérieurs associés au trône.

La vallée de l'Ouémé : Un patrimoine royal négligé

Frédéric Mahoutin Kpanou, porte-parole des communautés de la vallée de l'Ouémé, a déploré l'absence de représentation royale dans la région, à l'exception de Dangbo. « Notre richesse culturelle et nos traditions méritent d'être prises en compte pour éviter des tensions inutiles », a-t-il souligné. Le président de l'Assemblée nationale a promis d'examiner leurs demandes afin d'apaiser les frustrations.

Les Haoussa de Lokossa veulent leur place dans la cartographie

Plus tôt dans la semaine, le roi Abdou Nouhou, chef de la communauté haoussa de Lokossa, avait également sollicité une audience. Il a rappelé l'importance historique de sa communauté au Bénin et regretté son omission dans la nouvelle loi. « Nous ne voulons pas être oubliés », a-t-il affirmé, se disant rassuré par l'accueil bienveillant du président Vlavonou.

Les rois de Takon (Saké-té) et d'Ita-Sumba (Ifangni), Oba Ilufèmiloyé et Bachirou Akinola et bien d'autres, ont été reçus, eux aussi en audience par le président de l'Assemblée nationale, Louis Vlavonou, au palais des Gouverneurs à Porto-Novo, un peu plutôt. Leur démarche visait à obtenir des ajustements à la loi sur la chefferie traditionnelle, adoptée le 13 mars dernier, afin de garantir une reconnaissance équitable de leurs royaumes. La délégation de Takon, représentée par Firmin Biokou, a insisté sur l'ancienneté et la légitimité de leur lignée royale, qui remonte au XVe siècle et est liée au royaume d'Oyo au Nigeria. Le président de l'Assemblée a écouté leurs doléances avec bienveillance et les a rassurés sur la possibilité d'apporter des corrections à la loi.

Vers une révision de la loi ?

Face à ces multiples requêtes, le législateur va-t-il être amené à réexaminer certains aspects du texte ? Les doléances exprimées mettent en lumière la complexité de l'histoire béninoise et la recherche d'un équilibre entre reconnaissance traditionnelle et cohésion nationale. Cependant, le gouvernement à propos de la loi votée, a clairement signifié que le travail qui a été fait en amont pour en arriver à l'adoption du texte est un travail scientifique qui n'a nullement remis en cause une chefferie.

radio guérite.
à votre écoute, pour mieux vous informer et vous divertir

GUERITE TV MONDE
Le leader des Web TV

LA VESPÉRALE

Lundi – Mardi – Jeudi

18H - 20H

gueriteradio.bj
gueritetvmonde.bj

Appel / WhatsApp

+229 01 52 38 36 38

Animation

Amanda Esméralda DACKEY

LA TASSE MATINALE

Lundi – Vendredi

7H - 8H30

gueriteradio.bj

Appel / WhatsApp

+229 01 52 38 36 38

Animation

Latifath KOWENOU